

**Sources** : <http://mashable.france24.com/monde/20170308-greve-generale-femmes-france-8mars15h40>



par [Aude LORRIAUX](#), 08 mars 2017

## Pourquoi il n'y a jamais eu de grande grève de femmes en France avant ce 8 mars 15h40



**Voici quelques pistes pour expliquer pourquoi il a fallu attendre ce 8 mars 2017 pour voir prendre forme une grande mobilisation nationale et interprofessionnelle autour des droits des femmes et de l'égalité salariale.**

C'est, historiquement, une première : en février dernier, une trentaine d'associations féministes ont lancé, conjointement avec trois syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et des ONG et organisations de jeunesse (comme la Ligue des droits de l'homme ou le syndicat étudiant UNEF) un appel à une grève nationale pour les droits des femmes, qui doit se tenir ce 8 mars, à 15 h 40.

Cette initiative fait suite à l'appel international #WomensStrike, soutenu par la Confédération syndicale internationale et relayé dans 35 pays. Et qui s'inspire des grandes grèves pour les droits des femmes : en 1975, en Islande, près de 90 % des femmes ont fait la grève et en 1991, en Suisse, entre 200 000 et 500 000 se sont mobilisées en manifestant ou en faisant la grève. Ou plus récemment, des exemples polonais et argentins.

**VOIR AUSSI : [Petite histoire des grandes grèves pour les droits des femmes à travers le monde](#)**

Mais pourquoi donc, dans un pays comme la France, où la grève est allègrement pratiquée ([139 jours pour mille actifs entre 2005 et 2012](#) contre un jour pour mille actifs en Suisse), n'y avait-il jamais eu de grande grève nationale menée par des femmes, pour les droits des femmes ?

## **Il y a déjà eu un appel à la grève par des féministes en 1974, mais il a été peu suivi**

Il y a bien eu un exemple, mais qui n'a eu que peu d'échos, et a été mené sans les syndicats, si bien qu'il est difficile de parler de grève organisée (à l'instar de [l'initiative des Glorieuses](#), le 7 novembre 2016). Il est rapporté par Colette Pipon, dans le livre [Et on tuera tous les affreux. Le féminisme au risque de la mise en vrille](#) (merci à l'historien Xavier Vigna pour l'exemple).

L'idée d'une grève, ou plutôt d'une "grrr -rêve" comme elles l'appellent, germe à l'automne 1973, à l'issue d'une réunion à laquelle participaient les féministes Liliane Kandel et Évelyne Rochedereux. "Nous faisons la grève du travail domestique parce qu'il est réservé aux femmes, qu'il n'est pas reconnu et qu'il est obligatoire. Nous faisons aussi la grève des soins qu'on donne aux enfants et du travail salarié, parce que la condition des femmes dans le travail salarié est liée au rôle qu'elles ont à assumer à la maison", clame cette dernière, [interviewée par l'ORTF](#) le jour de la grève, le 9 juin 1974.

Mais depuis cet exemple totalement oublié, à tel point qu'il n'est cité par aucune des historiennes que nous avons interviewées, rien. Ou rien de suffisamment significatif pour remonter à la mémoire des spécialistes. Il faut attendre 2015, selon Sophie Binet, chargée de l'égalité femmes-hommes à la CGT, pour que des discussions s'enclenchent.

Porte-parole d'[Osez le féminisme](#), Raphaëlle Remy-Leleu confirme que l'idée était déjà bien présente en janvier 2016, en amont du dernier 8 mars, "mais les féministes n'avaient pas le temps de contacter tout le monde dans les centrales syndicales. On sentait que cette idée commençait à prendre, et que la colère se transformait, mais on n'était pas dans les temps".

Que l'idée ait été avancée en 2014, 2015 ou 2016 ne dissipe pas l'étonnement, ni la question de fond. Un appel à la grève des femmes a été lancé dès 1970 aux États-Unis. Et les exemples suisses et islandais datent d'il y a plus de 25 ans. Comment expliquer qu'en France, un pays qui a connu des centaines de grèves nationales interprofessionnelles, il n'existe aucun exemple de grande grève menée pour l'égalité salariale entre hommes et femmes ? Alors que dans le même temps, la Suisse, un pays où il est quasiment impossible de faire la grève, et qui n'a connu que deux grandes grèves nationales (1918 et 1991), a précisément connu une grande grève pour l'égalité salariale.

## **Les raisons d'un blocage**

### **• Parce que la France est un pays à tradition universaliste**

À cette absence remarquable de grande grève nationale de femmes, et pourtant non remarquée, on peut donner quelques raisons de fond, assez évidentes au premier abord. La France est un pays à tradition universaliste, où il a longtemps fait mauvais genre de mettre en avant son sexe, sa couleur de peau, ou son identité de groupe, toujours perçue comme étant au détriment d'une identité collective. Ce que la chercheuse Fanny Bugnon, maître de conférences en histoire, appelle "l'écran d'universalisme", un écran qui aurait donc conduit les militantes à mettre de côté les intérêts de leur genre.

### **• Parce que le féminisme a d'abord mis l'accent sur le droit à l'IVG, avant l'égalité salariale**

Alors qu'on lui refusait ces luttes collectives, le féminisme s'est historiquement construit autour d'enjeux liés à la libre disposition du corps et au droit à l'avortement. "Nous lutterons jusqu'au bout pour la contraception et l'avortement libres et gratuits", lit-on en 1971 dans le [premier numéro du journal du Mouvement de libération des femmes, Le Torchon brûle](#). "Longtemps la chasse gardée des féministes était le corps, l'IVG, la sexualité, alors que le sexisme a lieu dans beaucoup d'autres endroits", commente Raphaëlle Rémy-Leleu.

### **• Parce que le féminisme a longtemps eu mauvaise image**

Aujourd'hui [un Français sur deux se dit féministe](#). Mais pendant longtemps, le mouvement a eu une mauvaise image. Il était "associé à l'hystérie", explique Sylvie Schweitzer, professeure d'histoire contemporaine à Lyon II. S'il était donc difficile de s'en revendiquer, il était a fortiori encore plus dur d'emporter toute la population dans une grande grève féministe, dont les militantes sentaient confusément qu'elle n'aurait que peu d'écho.

### **• Parce que la prise de conscience des enjeux d'égalité est assez récente**

L'histoire du féminisme a plus d'un siècle, mais la prise de conscience large et partagée des enjeux de l'égalité femmes-hommes, nécessaire au lancement d'une grande grève, est quant à elle assez nouvelle. Les agents

territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem), qui sont à 99 % des femmes, se sont [récemment mobilisées pour la revalorisation de leur métier](#), comme les sages-femmes, les infirmières, explique Sophie Binet.

Mais elles n'ont, à sa connaissance, "pas fait lien avec la question de l'égalité femmes-hommes", alors que les emplois à prédominance féminine sont souvent moins bien payés que les emplois majoritairement masculins, et que la loi prévoit "un salaire égal pour un travail de valeur égale", et pas seulement à postes égaux.

• **Parce que le milieu du travail est resté pendant longtemps un milieu viril**

Ajoutons à cela que le syndicalisme a surtout été une histoire d'hommes. "Les femmes ont toujours été minoritaires dans les syndicats, le mouvement ouvrier est très andro-centré", détaille Sylvie Schweitzer. "Le milieu du travail est resté pendant longtemps un milieu viril, encadré par des hommes, pour des hommes. Si les femmes vont à l'usine, ce n'est que pour un temps défini, de 12 ans jusqu'à leur 20 ans, jusqu'au mariage tout au plus", raconte l'historienne Michelle Perrot. "Alors faire grève ! On attendait leur salaire, on ne les voulait pas du tout grévistes, ça ne se faisait pas pour une femme. Les femmes leadeuses de grèves, on les compte sur les doigts d'une main : elles ne sont pas bien considérées, ce sont des roulures, des filles de rien."

• **Parce que l'idée de "grève générale" faisait peur à beaucoup de femmes**

"La forme 'grève générale' est politiquement marquée à gauche, dans la tradition ouvrière. Elle faisait figure de repoussoir pour les femmes, qui ne s'y identifiaient pas", explique Fanny Bugnon, auteure de *Les Amazones de la terreur*. Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe. "En 2009-2010, quand l'idée était évoquée, on avait le sentiment que la forme appartenait à l'histoire, qu'elle n'était plus actuelle", confirme Raphaëlle Rémy-Leleu.



Musée Social, Photothèque

• **Parce que féministes et syndicalistes se sont longtemps regardés en chiens de faïence**

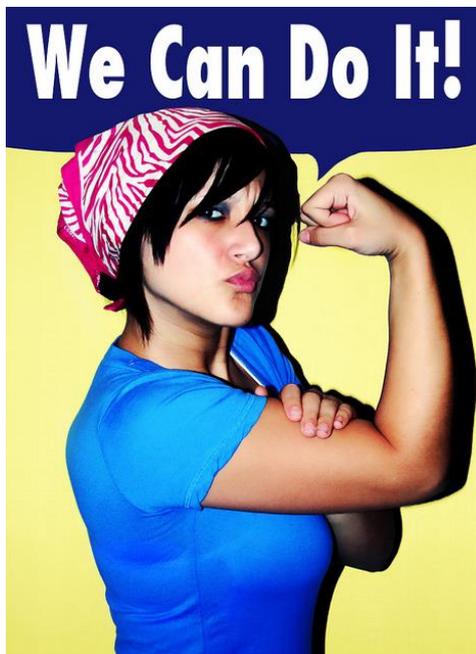
Universalisme abstrait d'un côté, méfiance vis-à-vis du monde du travail et de la grève de l'autre : les destins croisés du mouvement ouvrier et du mouvement féministe dessinent une longue histoire de méfiance réciproque, dont il a longtemps resté des traces. Les premiers accusaient les seconds de remettre en cause l'autonomie du mouvement féministe, et inversement, celui-ci était regardé par les syndicats comme un facteur de "diversion" par rapport aux "véritables enjeux" que seraient les luttes collectives réunissant hommes et femmes.

"Au cours des cortèges de la loi travail, on n'a pas été accueillies de la meilleure manière qui soit, se souvient la porte-parole d'Osez le féminisme. Le militantisme s'est développé à travers les codes de la virilité. J'étais militante dans un syndicat étudiant en 2010 et il y avait un sexisme effarant en assemblée générale."

## Les raisons d'un déblocage

### • La question féministe est de retour

Progressivement, les mouvements syndicaux ont fini par s'ouvrir aux mouvements féministes, et les mouvements féministes aux mouvements syndicaux. Ces ponts ont été favorisés par un retour marqué de la question féministe depuis environ cinq ou dix ans, constatent toutes les chercheuses et militantes que nous avons interrogées, que ce soit à l'agenda médiatique ou politique, à la faveur d'associations féministes plus jeunes et plus dynamiques. "Aujourd'hui plus personne ne peut se dire contre l'égalité femmes-hommes. Il y a un véritable consensus politique. La pénétration des idées d'égalité est devenue réelle", abonde Françoise Thébaud. "Le mot féministe revient depuis quelques années", selon Sylvie Schweitzer. Une évolution perçue aussi par Raphaëlle Rémy-Leleu, qui raconte que lorsqu'elle a commencé à militer à Osez le féminisme, en 2009, les gens "n'osaient pas se dire féministes".



Morning theft/FLICKR

### • La culture syndicale a changé ces dernières années

Cette évolution touche aussi les syndicats, qui trouvent par ailleurs de nouvelles ressources de mobilisations dans les mouvements organisés autour des minorités et des femmes, alors que les classes sociales se sont diluées. De fait, la culture syndicale a changé ces dernières années. La CGT a par exemple adopté en 2007 une charte pour l'égalité entre les femmes et les hommes. La bataille du mariage pour tous a aussi resserré les liens entre les organisations syndicales et les forces progressistes luttant contre le sexisme et l'homophobie.

### • Après le quinquennat Hollande, la grève a le vent en poupe

Côté féministes, il semblerait que l'image associée à la grève ait aussi un peu changé. À la faveur des reportages et des articles sur l'abandon de la classe ouvrière qui ont accompagné la victoire de Donald Trump aux États-Unis, le Brexit et la montée de l'extrême droite en Europe, peut-être. Et sans doute aussi à un déplacement à gauche d'un certain milieu intellectuel progressiste après cinq années de quinquennat Hollande, comme en témoigne la victoire de Benoît Hamon sur la ligne centriste d'un Manuel Valls.

### • L'élection de Trump a joué le rôle d'accélérateur

Quelque chose a bougé, s'est déplacé, en quelques années, au sein de ces mouvements, et c'est cette évolution et la rencontre avec un contexte mondial profondément bouleversé qui a rendu possible l'organisation de cette grève. Car il ne faut pas négliger ce qui constitue tout de même, malgré tout, la principale impulsion : l'appel international #WomensStrike, alors que les droits des femmes sont remis en question en Pologne, en Turquie, aux États-Unis ou encore en Russie, provoquant une réaction mondiale des féministes.